

A la conquête de l'émancipation LGBTQIA

Notre parti doit lutter contre toutes les discriminations, toutes les oppressions, toutes les dominations d'une classe sur une autre.

Les personnes LGBTQIA (Lesbiennes, Gays, Bisexuelles, Trans, Queers, Intersexes et Asexuelles/Aromantiques) sont victimes de l'oppression patriarcale car elles sortent de la norme imposée par celle-ci. Celle de l'hétérosexualité et de la cissexualité.

Néanmoins si notre parti n'hésite pas et se place en pointe de la lutte contre de nombreuses oppressions, force est de constater que sur la question de la libération LGBTQIA nous avons encore du travail à faire. Quand on est une personne LGBTQIA dans notre parti on peut encore entendre des propos discriminants, ou des camarades qui considèrent que notre lutte est secondaire, bourgeoise, inutile. Ce n'est pas acceptable.

Grâce aux avancées du mouvement féministe nous savons que les oppresseurs peuvent aussi être dans notre parti et nous nous devons d'être exemplaire dans la formation mais aussi la protection des camarades, faire preuve d'exemplarité à la différence d'autres partis ou mouvements qui se contredisent eux-même. Comme l'a dit Fabien Roussel, "tolérance zéro" sur les violences sexistes et sexuelles. Nous pensons nécessaire d'ajouter : aussi bien sur les femmes que sur les personnes LGBTQIA.

Les luttes de libérations LGBTQIA ont permis d'obtenir des avancées certaines, la possibilité de vivre et d'être reconnu par l'Etat. Mais elles ne sont pas suffisantes ! Et nous savons que ces droits obtenus par la lutte et, non accordés gracieusement comme le prétendent certain-e-s, sont précaires.

Les récentes avancées de nos camarades cubain-e-s nous montrent l'exemple et doivent nous influencer dans notre approche de ces questions. Mais nous pouvons aussi nous rappeler de la révolution russe de 1917 qui avait permis, pour un temps au moins, la légalisation de l'homosexualité et la reconnaissance de la transidentité

Sur la particularité de la lutte contre la transphobie et de la libération trans, notre parti porte les stigmates d'une évidente incompréhension. Nous sommes incapables de réagir face à l'offensive réactionnaire qui, après la « manif pour tous », s'attaque désormais aux personnes trans. En Angleterre, en Espagne et aux Etats Unis le nombre d'agressions transphobes a explosé avec la mise à l'agenda médiatique et politique des personnes trans par les réactionnaires. Dernier fait en date, l'attentat du 20 novembre 2022 dans le Colorado où un militant conservateur a abattu 5 personnes dans une soirée d'hommage aux victimes de la transphobie.

Pour l'extrême droite, de Vox à Trump, les personnes trans sont vues comme le moyen de diviser le camp progressiste et de faire avancer l'agenda réactionnaire et conservateur. En attaquant les personnes trans elle attaque le système public de santé, le droit à l'avortement, les possibilités de s'émanciper du patriarcat ou encore les droits des personnes homosexuelles.

En France, ces attaques anti-trans sont en forte hausse dans le système médiatique. Si la majorité d'entre elles proviennent des réactionnaires, certaines viennent de personnes qui étaient jusqu'à récemment dans le camp progressiste (nous pensons à Laurence Rossignol ou aux Terfs). Notre parti n'a pas réagi et continue à ignorer ces attaques, aucune réaction après les attaques de l'extrême droite contre le Planning Familial.

Pire ! Certain-e-s camarades soutiennent des militant-e-s anti-trans et ceci en toute impunité ! Comme nous n'accepterions pas que des camarades soutiennent des racistes, nous ne pouvons tolérer le soutien aux transphobes !

Les personnes qui militent contre les droits des personnes trans militent contre les droits de toutes. Contre les droits des femmes, contre les droits des lesbiennes et des gays, contre les droits de toutes les minorités. Elles doivent donc être considérées comme telles, comme des ennemis politiques et pas comme des alliées potentielles sur certains combats.

L'offensive médiatico-politique contre les droits des personnes trans a justement commencé en France avec l'annonce de la proposition de loi pour la constitutionnalisation de l'IVG. Elle s'est continuée en attaquant le droit à l'avortement des hommes trans en tentant de les exclure de cette proposition de loi constitutionnelle. Cette attaque condamnable en tant que telle l'est aussi par ce qu'elle sous-entend. L'extrême droite utilise notre faiblesse théorique et notre manque de réaction sur ce sujet pour s'attaquer à de nombreux autres droits obtenus de haute lutte qui concernent toute la population, nous rappelons d'ailleurs que jusqu'en 2016 les personnes trans étaient stérilisées de manière forcée en France.

Le cordon sanitaire entre nous et les réactionnaires doit se renforcer pour non seulement mener nos combats mais aussi protéger nos camarades qui sont attaqué-e-s et qui désespèrent de voir leur parti muet faute d'armes théorique et politique acquises.

Nous demandons ainsi que le parti porte publiquement et visiblement des revendications fortes pour rendre possible l'émancipation LGBTQIA. En voici certaines que nous voulons voir plus souvent dans la communication et les revendications de notre parti !

Élargir l'accès PMA pour qu'elle soit possible à tous et toutes.

La PMA votée par le gouvernement ne permet pas la méthode ROPA, et exclut les hommes trans. Les moyens financiers pour y avoir accès et recevoir les dons restent également insuffisants et régulièrement dénoncés par les associations. Inscrive noir sur blanc la possibilité pour toutes et tous est un marqueur fort pour les personnes qui se sentent concernées.

Se souvenir de notre histoire avec la mise en place de centres d'archives LGBTQIA.

A l'instar de toutes les autres minorités, les militant-e-s LGBTQIA ont besoin de centres d'archives qui racontent leur histoire et le parti, qui s'est toujours battu pour sauvegarder et pérenniser la mémoire de toute forme de lutte contre le Capital et le patriarcat, doit être à la pointe de ses questions.

Remboursement des parcours de transition des personnes trans dans tous leurs aspects et fin des parcours dit protocolaires.

Accueil d'urgence pour les personnes LGBTQIA en danger chez elles.

Il faut mettre en place avec tous les services de l'État la possibilité d'un hébergement d'urgence pour les personnes LGBTQIA victimes de menaces.

Arrêt immédiat des mutilations pour les enfants intersexes et réparations pour les victimes.

Les personnes intersexes sont une réalité biologique et médicale. A la naissance leurs organes génitaux qui ne correspondent pas à la dichotomie homme femme vue par le corps médical sont mutilés pour correspondre. De plus ces personnes n'ont que rarement accès à leur dossier médical même à l'âge adulte. Pour certaines cela a provoqué des maladies voir des handicaps à vie et il faudra donc les indemniser.

Renforcer la lutte contre les discriminations en augmentant les moyens humains et financiers.

Pour ce faire : formation des fonctionnaires, soutien économique aux associations et aux organismes de lutte contre les discriminations. En complément de la proposition du Programme des Jours Heureux de notre campagne présidentielle de 2022, nous devons mettre les moyens nécessaires pour former et employer des gardiens de la paix dont la mission sera de protéger aussi bien le reste de la population que les personnes LGBTQIA. En effet, les actes anti-LGBTQIA ont augmenté de 28% en 2021.

Changement État civil libre et gratuit, fin de la mention du genre sur la carte d'identité.

En Belgique, l'indication du genre sur la carte d'identité n'existe plus depuis plusieurs années. Nous pensons que cette mesure, qui ne demande pas de moyens financiers particuliers, est tout à fait applicable. De plus, le changement d'état civil doit être libre et gratuit.

Contre la famille patriarcale, permettre l'émancipation de chacun-e et proposer de nouveaux modèles de parenté.

La reconnaissance des enfants par PMA est fondamentale mais aussi, à l'instar de nos camarades cubain.e.s, la légalisation de nouvelles formes de parentés pour les familles recomposées etc... la possibilité pour l'enfant de choisir sa famille si celle assignée à la naissance ne s'est pas occupée de lui. Il faut amplifier et développer la puissance émancipatrice du Programme des Jours Heureux sur ces questions.

Éducation inclusive pour lutter dès le plus jeune contre les LGBTQIA-phobies.

Nous le savons, dans la société capitaliste, l'hégémonie culturelle de la bourgeoisie s'enracine dans l'enfance avec un système scolaire qui reproduit des systèmes d'oppressions, de concurrences et des valeurs contraires à nos principes émancipateurs et révolutionnaires. Nous devons proposer une éducation inclusive ainsi qu'une formation des enseignant-e-s quant aux questions de genre pour éradiquer toutes formes d'LGBTQIA-phobies et ainsi permettre aux enfants de se réaliser dans les meilleures conditions.

Nous demandons également des changements internes afin que notre parti soit à l'image de la société que nous voulons. Ainsi nous proposons de renforcer la communication externe et interne de notre parti sur les droits LGBTQIA afin que tous les camarades soient informé-e-s.

La formation est quelque chose d'essentiel, nous sommes persuadé-e-s que les camarades qui se placent parfois dans des situations d'opresseurs ne le font pas volontairement et manquent de connaissances sur le sujet. Néanmoins, si la formation est importante nous devons être capable de sanctionner sévèrement les camarades qui continuent à tenir des propos homophobes, lesbophobes, transphobes... Il en va de la protection des militant-e-s communistes LGBTQIA.

Nous proposons également la mise en place d'un dispositif particulier pour lutter contre les LGBTQIA-phobies dans notre parti avec un affichage dans les fédés et sections et des référent-e-s au niveau national et local qui peuvent mettre en place de la formation ou, le cas échéant, des mesures de protections pour les camarades discriminé-e-s.

Nous concluons en rappelant qu'il est nécessaire de renforcer la commission *Fier.e.s et révolutionnaires*, outil nécessaire et trop peu développé aujourd'hui.

La grandeur du Parti est d'être dans l'actualité des luttes et d'y apporter un prisme d'analyse marxiste et révolutionnaire. Nous pensons que l'émancipation LGBTQIA est un sujet suffisamment important pour que notre organisation en soit à la pointe et que le sujet ne tombe pas dans les mains du libéralisme qui vide la substance révolutionnaire de nos luttes.

Félix Gouin (Fédération du Rhône), Adèle Olivares (Fédération du Gard), Hugo Patoureaux (Fédération du Rhône), Lucas Peyre (Fédération du Rhône)